

Grève à l'usine Omya après l'annonce d'un plan social

ORGON La quasi-totalité des 70 salariés du site ont débrayé hier

Une filiale française qui devrait faire entre 6 et 8 millions d'euros de bénéfices, un groupe qui a fait 80 millions d'euros d'acquisition d'usines concurrentes en deux ans... Bref, pour les salariés d'Omya France, les signaux étaient dans le vert. Mais ils sont tombés de haut, lorsque la direction a annoncé qu'un plan social allait toucher 20 personnes du pôle financier situé à Omey, près de Châlons en Champagne, le siège social du groupe en France. Alors, les 300 salariés, sur l'ensemble des sites de l'Hexagone, ont débrayé, hier. Et à l'usine d'Orgon, ce sont près de 95 % des 70 employés qui ont cessé le travail, hier matin. "On pensait être tranquille, qu'on se développait, alors on le vit très mal", peste Antoine Canneddu, secrétaire CGT du comité d'entreprise.



Les salariés du site d'Orgon de l'entreprise Omya ont bloqué l'accès à l'usine hier matin. Ils ont levé la grève dans l'après-midi. / PHOTO BRUNO SOUILLARD

"Voleurs d'argent public"

Devant le portail de l'entreprise, les camions qui assurent le transport de marchandise sont bloqués. L'usine, qui, grâce aux carrières, exploite le carbonate de calcium (poudre ou liquide issus des pierres exposées puis broyées, et qui sont utilisés pour la fabrication de papier, de plastique, de peinture ou de produits pharmaceutiques), tourne encore, mais au ralenti. Et les salariés sont amers. "On a subi un plan social sur le site d'Orgon, en 2009, avec 23 per-

sonnes de notre bureau d'études licenciées, un autre en 2012, avec la fermeture de notre siège social à Paris, raconte Antoine Canneddu. Et depuis, on nous a certifié que l'on était prêt à affronter l'avenir."

Le représentant syndical n'oublie pas non plus de rappeler que sa société a économisé un million d'euros en crédit d'impôt sur les trois dernières années, grâce au CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi). "Il y a aussi les nouveaux allègements de charges pa-

tronales du Pacte de responsabilité", ajoute Antoine Canneddu, qui tacle durement les propriétaires du groupe germano-suisse. "Rien ne les arrête, là ils veulent externaliser le pôle financier d'Omey (Marne) en Pologne, un pays où la main-d'œuvre est bon marché. Ce sont des profiteurs, des voleurs d'argent public. Et nous pensons que leur imagination est sans limite, que plus aucun service n'est à l'abri d'une restructuration."

Les salariés ont néanmoins repris le travail hier dans

l'après-midi, après avoir obtenu quelques garanties de leur direction, que nous avons tenté de joindre sans succès. Le plan social n'est pas abandonné, mais "la procédure de consultation va s'étaler sur quatre mois au lieu de deux, on aura plus de temps pour l'étudier, et on nous a promis des gros efforts sur le reclassement, explique le représentant CGT. Mais ce qui importe, c'est qu'ils se sont rendu compte qu'on était tous unis. On a marqué les esprits."

Christophe VIAL